

Année 2008: tous sur le pont !

Tous nos meilleurs vœux pour l'année 2008 !

C'est le moment d'envoyer votre bulletin d'adhésion ou de ré-adhésion ci-joint, dûment complété, sans oublier

de préciser tout changement d'adresse postale ou électronique.

Vous pourrez également le remettre le 8 janvier en nous rejoignant lors de la première réunion de la nouvelle année à

la maison des associations du 15ème arrondissement.

Cette réunion sera suivie d'un pot, où boissons et victuailles seront les bienvenues...

Forum Social Mondial partout à travers le monde

Le Forum Social Mondial a été créé il y a quelques années en riposte aux « élites » de Davos. Les premières années, il a eu lieu à Porto Alegre au Brésil. Puis il s'est déplacé à Bombay (2004), à la fois à Bamako, à Caracas et à Karachi (2006) et à Nairobi (2007).

Pour 2008, il a été décidé d'organiser le FSM d'une manière décentralisée partout dans le monde. Lors de cette semaine altermondialiste culminant le 26 janvier, il s'agit de continuer à construire le rapport de forces du mouvement altermondialiste à l'échelle planétaire en l'ancrant plus avant, aussi loin que possible, dans le local. Il s'agit de donner à partir du local

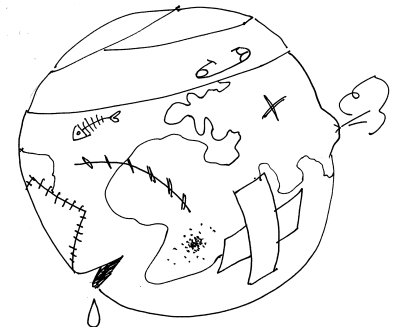
le maximum de visibilité aux luttes, aux résistances, aux alternatives.

En France, les différents Forums Sociaux Locaux mèneront des actions fin janvier. Ainsi le FSL du 15ème organise le 25 janvier une soirée sur le thème « Pourquoi avoir peur de l'immigration? ».

Par ailleurs à Paris, le 26 janvier un après midi de rencontres est organisé Salle Olympe de Gouges (11ème, M° Voltaire)

Plus d'informations sur <http://www.france.attac.org/spip.php?rubrique1052>

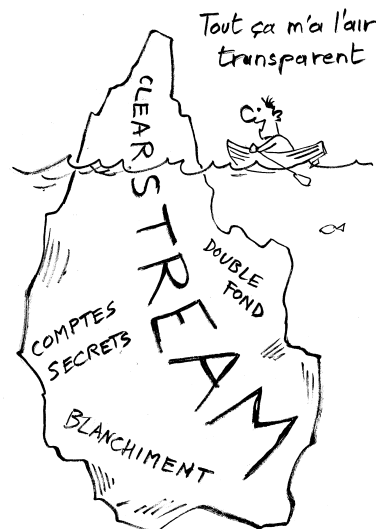
*Il ne suffit pas de changer le pansement
il faut penser le changement
P.Dac*



Clearstream: affaire à suivre

Alors que «l'affaire Clearstream 2» défraye la chronique, Attac Paris 15 vous convie, au Foyer de Grenelle, à la **projection du film «l'affaire Clearstream»**, réalisé par Denis Robert.

Clearstream est l'une des plus grandes sociétés de clearing d'Europe (le clearing, c'est le règlement des achats et des ventes de titres sans déplacement d'argent, au moyen de virements électroniques). Elle gère des flux financiers qu'elle transforme en valeurs pour le compte de banques et de sociétés, soit 9 trillions d'euros par an (ce qui équivaut à un chiffre suivi de 12 zéros) provenant des places financières de 107 pays. Les titres échangés restent dans ses coffres-forts. Les propriétaires changent au gré des opérations de compensation. Clearstream dit n'avoir parmi ses 3000 clients que des banques renommées et surtout pas de sociétés



occultes. Mais, selon Ernest Backes, principal témoin cité par Denis Robert, des centaines de multinationales (dont Daewoo) et de sociétés offshore louches profiteraient du système. Clearstream est indispensable au bon fonctionnement de la finance mondiale.

Dans cette enquête, Denis Robert et Pascal Lorent s'attachent à montrer les implications concrètes de la mondialisation financière dans la vie des salariés.

Cette projection sera suivie d'un **débat avec Vincent Drezet, secrétaire national du Syndicat national Unifié des Impôts** et membre du Conseil Scientifique d'Attac qui apportera son regard et ses réflexions sur la mondialisation financière.

Projection et débat, mardi 15 janvier à 20h00 au Foyer de Grenelle

4 février 2008 : il y a un os dans mon traité !

Le président Sarkozy aura alors réussi son pari : faire adopter par les parlementaires le Traité constitutionnel que 55 % des électeurs avaient rejeté en 2005, et dont le nouveau traité est le frère jumeau. Face à cette forfaiture, des dizaines de milliers de Françaises et de Français ont déjà signé une pétition demandant un référendum, et des comités unitaires se sont constitués dans de nombreux départements.

le Mini Traité
c'est LIGHT !
Moins de démocratie
Moins de social



Il importe d'accentuer la pression sur le chef de l'État et sur les parlementaires, afin d'obtenir que la ratification se fasse par voie référendaire. Attac-France va continuer à s'y employer durant les jours et les semaines qui viennent, en liaison avec les Attac d'Europe confrontées au même problème, avec qui elle publie le communiqué ci-dessous.

Le jeudi 13 décembre, les vingt-sept chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne ont signé le traité de Lisbonne qui, s'il est ratifié par tous les États membres, devrait pendant de longues années continuer à imposer aux

peuples d'Europe, auxquels on ne demandera pas leur avis, un libéralisme économique échappant à toute contrainte. Ce traité est condamnable à la fois dans son élaboration, dans son contenu et dans le mode de ratification choisi.

Les Attac d'Europe demandaient que tout nouveau texte fondamental européen, qu'on l'appelle traité ou constitution, soit rédigé par une assemblée élue à cet effet. On est loin du compte : le nouveau traité a été élaboré dans le plus grand secret par un groupe d'experts sur lesquels on ne sait rien, puis soumis pendant l'été à une Conférence intergouvernementale (CIG), avant d'être approuvé dans la nuit du 18 au 19 octobre par les dirigeants européens. Le tout sans la moindre transparence !

Quant au contenu, chacun ou presque s'accorde à reconnaître qu'il est à plus de 90 % identique au Traité constitutionnel de 2004, rejeté en 2005 par les peuples français et néerlandais. La principale différence, c'est que le texte est totalement illisible, apportant de façon confuse près de 360 amendements au traité de Maastricht (Traité sur l'Union européenne) et à celui de Rome, rebaptisé pour la circonstance "Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne". Autrement, tous les ingrédients du Traité constitutionnel sont réunis : libre concurrence, stabilité des prix promue au rang d'objectif de l'Union, soumission à l'OTAN, nécessité pour les États d'améliorer progressivement leurs capacités militaires, droit d'ingérence dans les pays tiers, etc. La Banque centrale européenne conserve son indépendance vis-à-vis des États, tandis que le Parlement pèse toujours bien peu face à la Commission et au Conseil des ministres.

C'est la même soupe
en plus salée
et cette fois vous devez l'avaler!



La grande différence se situe au niveau de la ratification : cette fois-ci, plus question de consulter les citoyens, c'est trop dangereux : seule l'Irlande le fera pour respecter l'article 46 de sa constitution. Ailleurs, c'est la course à qui arrivera le plus vite à ratifier le traité, par voie parlementaire bien évidemment. La colère est grande en France et aux Pays-Bas, qui voient leur vote de 2005 bafoué. Elle l'est aussi au Royaume-Uni, qui devait se prononcer par référendum en 2006, mais où, là non plus, il n'est pas prévu de consulter le peuple. Elle s'étend également à l'Allemagne, à l'Autriche, à la Belgique, au Danemark et à bien d'autres pays de l'Union. Les citoyennes et les citoyens veulent pouvoir s'exprimer, ils ne veulent plus être écartés de la construction européenne. C'est pourquoi les Attac d'Europe exigent ensemble que le traité de Lisbonne soit soumis à un référendum dans chaque État membre. C'est le seul moyen de permettre de combler, au moins en partie, le fossé qui s'est creusé entre les dirigeants de l'Europe et ses peuples.
Lundi 4 février, Marche symbolique sur Versailles lors de la réunion du Congrès.

Projet de loi OGM : mobilisation générale !

Les grandes firmes de l'industrie agroalimentaire internationale diffusent les OGM comme dernier avatar de leur mainmise sur l'agriculture. Cela se fait au détriment des paysans et des consommateurs du monde entier, en détruisant les agricultures paysannes de proximité, au détriment de la biodiversité et sans la moindre assurance qu'il n'y a pas de risque pour la santé des consommateurs.

ATTAC salue et soutient les grévistes de la faim, qui réclament le dépôt de la clause de sauvegarde auprès de l'Union européenne conformément aux promesses faites par le Gouvernement français à l'issue du Grenelle de l'environnement et à ce jour non tenues.

Ce combat pour la liberté et le droit de produire et de consommer sans OGM est partie intégrante du combat

altermondialiste.

Une autre agriculture, un autre monde sont possibles.

Samedi 12 janvier: Journée nationale d'interpellations des Sénateurs et des Députés

Mardi 15 janvier: Rassemblement au moment du passage du texte de loi devant le Sénat